CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 14.189 du 17.07.2008
dans l'affaire X/ III

En cause : X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la
Ministre de la politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 8 février 2008 par X, qui déclare être de nationalité marocaine, qui demande « l'annulation de la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, prise par le Ministre de l'intérieur en date du 30.08.2007 et notifiée le 14.01.2008 et la suspension de son exécution».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 6 juin 2008 convoquant les parties à comparaître le 4 juillet 2008.

Entendu, en son rapport, M. C. COPPENS, .

Entendu, en observations, Me G. DE CRAYENCOUR, avocat, qui comparaît la partie requérante, et Me A.-S. DEFFENSE loco Me E. DERRIKS, , qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. Le 3 février 2006, à Rabat, la partie requérante a épousé Madame (...), compatriote établie en Belgique.

Le 11 décembre 2006, la partie requérante est arrivée en Belgique muni d'un visa regroupement familial.

Le 23 janvier 2007, elle se présente à l'administration communale de Schaerbeek pour introduire une demande de séjour en application des articles 10 et 12bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

1.2. En date du 30 août 2007, la partie défenderesse a pris à son égard une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

«Selon l'enquête de police de Schaerbeek réalisée le 26.08.2007, il apparaît que l'intéressé, marié en date du 03.02.2006 à Rabat avec (...) (compatriote établi), il ne réside pas à l'adresse susmentionnée. **Sept passages n'ont pu permettre d'établir la cellule familiale.**

- le 04.07.2007 à 17h50 ;
- le 07.07.2007 à 09h12 ;
- le 10.07.2007 à 11h36 ;
- le 12.07.2007 à 11h06 ;
- le 13.07.2007 à 09h53 ;
- le 19.07.2007 à 10h19 ;
- et le 26.08.2007 à 18h10.

En conséquence, et à défaut de cohabitation entre les époux, il ne peut prétendre au bénéfice du séjour dans le cadre du regroupement familial.»

3. Examen du moyen d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un moyen, le premier de la requête, de la violation « de l'article 62 de la loi du 15.12.1980 et des articles 1 à 4 de la loi du 29.7.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, conjugué au principe de bonne administration ».

Elle soutient que la décision attaquée se base, d'une part, sur une motivation lacunaire car elle se fonde uniquement sur des passages de l'agent de quartier et non sur une enquête de voisinage ou sur un entretien avec les époux. Elle ajoute qu'aucun avis de passage, ni convocation ne lui a été laissé par l'agent de quartier afin que les époux puissent s'expliquer.

D'autre part, elle objecte que l'acte querellé se fonde sur une motivation erronée en ce qu'il considère qu'elle ne réside pas à l'adresse et ce, en se basant uniquement sur des visites de la police à l'improviste alors qu'au cours des cinq premiers passages, elle-même et son épouse étaient en vacances, que lors de la sixième visite, elle accomplissait des formalités d'inscription à ACTIRIS et que lors de la dernière visite, elle était de sortie avec son épouse. Elle considère dès lors, qu'aucun des passages effectués ne permet de conclure à l'inexistence de la cellule familiale.

3.2. En l'espèce, le Conseil observe tout d'abord que la décision litigieuse se fonde en fait sur un document intitulé « Rapport de cohabitation ou d'installation commune » transmis le 30 août 2007 à la partie défenderesse qui a estimé pouvoir en conclure que : « [...] à défaut de cohabitation entre les époux, il [la partie requérante] ne peut prétendre au bénéfice du séjour dans le cadre du regroupement familial. [...] ».

Après examen, le Conseil relève, toutefois, que ce document ne comporte aucune date, aucune signature, ni même un quelconque renseignement quant à l'identification ou à la qualité de celui qui l'a rédigé.

Il en résulte que ce « rapport » ne saurait être assimilé à un rapport de police au sens strict, en manière telle que les constatations qu'il comporte ne peuvent, en tout état de cause, avoir d'autre valeur que celle de simple information et, en aucun cas, se voir reconnaître la force probante qui s'attache habituellement aux constatations reprises au sein des rapports revêtus de la signature d'un fonctionnaire de police.

Le Conseil constate, ensuite, que ce document porte, dans la case C consacrée au contrôle opéré, la mention, les dates et heures des sept visites qui auraient été effectuées au domicile des époux.

Par contre, les rubriques subséquentes relatives à la « Présence des intéressés », ou, en cas d'absence, au « Motif de l'absence du (de la) / des intéressés et, si possible, raison(s)

de celle-ci », ou encore la case F consacrée, dans son troisième point, à l'enquête de voisinage, n'ont pas été complétées.

Au vu de ce qui précède, le Conseil considère que ce document – lequel ne peut avoir valeur que d'information, pour les motifs qui ont été rappelés ci-avant – se borne, en fin de compte, à constater qu'il n'a pas pu être procédé à la vérification de la cohabitation des intéressés à l'adresse communiquée par la partie requérante lors de l'introduction de sa demande d'autorisation de séjour. Il ne ressort, par contre, nullement dudit document que des recherches aient été effectuées, notamment auprès du voisinage, en vue de vérifier la réalité même de leur cohabitation ou, à défaut, d'identifier une adresse de résidence séparée.

Or, dans la mesure où, comme l'indique le commentaire figurant en case E dudit rapport, ce document : « [...] est établi en vue de contrôler la cohabitation ou l'installation effective des intéressés dans le cadre du regroupement familial [...] », le Conseil ne peut que relever que l'enquête effectuée n'est pas conforme à cet objectif, dès lors qu'elle semble s'être focalisée uniquement sur le constat de l'absence des époux au domicile.

Le Conseil considère, en conséquence, que le dossier administratif n'établit nullement que la partie requérante et son épouse n'auraient pas une résidence commune.

Il en résulte que la partie défenderesse ne pouvait, en se basant sur ce seul rapport, valablement décider que : « [...] à défaut de cohabitation entre les époux, il [la partie requérante] ne peut prétendre au bénéfice du séjour dans le cadre du regroupement familial. [...] ».

Par conséquent, force est de constater que la motivation retenue par la partie défenderesse viole l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ainsi que les articles 2 à 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, que ce premier moyen est, en ce sens, fondé.

3.3. Ce moyen pris est fondé et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

4. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres moyens de la requête qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

5. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Un moyen d'annulation étant fondé, il convient de traiter l'affaire par la voie des débats succincts conformément à l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

6. La décision attaquée étant annulée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire le 30 août 2007, est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le dix-sept juillet deux mille huit par :

M. C. COPPENS ,

M. BUISSERET, .

Le Greffier,

Le Président,

M. BUISSERET.

C. COPPENS.